



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR/2019/n°142/6.1

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT INTRA-MUROS

LE MAIRE

Vu le Décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière
Vu la Circulaire Ministérielle NOR INTD0400127C du 19 octobre 2004,
Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1^{er} du titre III,
Vu le Code de la Justice Administrative et notamment l'Article 421-2,
Vu le Code Pénal notamment l'Article R.610-5,
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.417-1, R.417-12, L.325-1 à L.325-11 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les Articles L.113-2 à L.113-7,
Considérant qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement et de la circulation dans la Cité d'Aigues Mortes intra-muros,
Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer l'accessibilité des services (administrations, commerces...) situés intra-muros,
Considérant le nombre de places de stationnement sur ce secteur et l'étroitesse des voies de circulation,
Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité routière sur l'ensemble de la Commune,

ARRETE

ARTICLE 1 ABROGATION

Le présent Arrêté Municipal annule et remplace l'Arrêté Municipal N°119 du 15 mars 2018.

ARTICLE 2 STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le Stationnement des véhicules est interdit intra-muros, sauf dérogations prévues aux articles 3 et 4 ci-après.

ARTICLE 3 MESURES DEROGATIONS

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus et en cas de nécessité, pourront pénétrer et stationner dans la Cité :

- Les Véhicules de Secours Prioritaires (Gendarmerie, Police, Pompiers, SAMU, SMUR,...),
- Les Véhicules des Médecins, des Auxiliaires Médicaux et les Ambulances,
- Les Véhicules des personnes handicapées munis d'un macaron GIG-GIC,
- Les Véhicules de transports de fonds,
- Les Véhicules des Services Public,
- Les Véhicules de dépannage en cas de force majeure,
- Les véhicules de livraisons durant les horaires définis à l'article 6 du présent règlement.

Le stationnement des véhicules devra se faire sans gêne à la circulation et en respectant les emplacements autorisés.

ARTICLE 4 DEROGATIONS TEMPORAIRES

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus les véhicules munis des macarons (autocollants) de l'année en cours délivrés par la société privée en charge de la gestion des autorisations de stationnement située au 1 boulevard gambetta, sont autorisés à stationner intra-muros.

Ce macaron devra être collé sur le pare-brise avant du véhicule.

Les hôtels intra-muros possédant des parkings privatifs devront les mettre à disposition de leur clientèle dans le cas où leurs parkings seraient complets ils devront inviter leurs clients à se rendre sur les parkings extérieurs.

Les véhicules des artisans du canton munis d'une autorisation délivrée par le service de Police Municipale avec autorisation de Monsieur Le Maire.

Le stationnement n'étant pas autorisé pour les artisans n'étant pas du canton, ceux-ci devront se présenter avant toute intervention intra-muros, au bureau de la société privée en charge de la gestion des parkings, située au 1 boulevard gambetta afin qu'il leur soit remis un ticket de sortie de parking (P2 – P3 – P4 – P5) par journée d'intervention. Le chargement et le déchargement du matériel devra se faire dans une durée maximale de 30 minutes.

Pour toute intervention nécessitant impérativement le stationnement de leur véhicule sur leur lieu de travail intra-muros, ils devront au préalable et au minimum 15 jours avant leur arrivée, envoyer une demande d'autorisation d'occupation du domaine public à Monsieur Le Maire. Les autorisations seront délivrées sous la forme d'un arrêté municipal par la Police Municipale.

Les déménagements et aménagements intra-muros nécessitant un stationnement sur la voie publique devront faire l'objet d'une demande d'autorisation écrite à Monsieur Le Maire. Les autorisations seront délivrées sous forme d'arrêté par la Police Municipale. Les requêtes devront être adressées au minimum 15 jours avant l'aménagement ou le déménagement.

ARTICLE 5 STATIONNEMENT RESERVE

Des emplacements réservés, sont implantés comme suit :

- Un emplacement est réservé aux transports de fonds Boulevard Gambetta devant la banque Société Marseillaise de Crédit.
- Un emplacement est réservé aux transports de fonds Rue Rouget de l'Isle derrière La Poste.
- Un emplacement est réservé aux véhicules de La Poste Rue Baudin derrière leurs locaux.

Différentes autres mesures de Police ont été édictées en matière de stationnement et circulation intra-muros. Elles ont fait l'objet, pour chacune d'elle, d'un arrêté municipal.

ARTICLE 6 LIVRAISON

Les véhicules de livraisons pourront pénétrer et s'arrêter intra-muros entre 06h30 et 10h30.

Seuls sont autorisés à entrer intra-muros les véhicules ne dépassant pas un PTAC de 3,5 Tonnes. Tout véhicule d'un tonnage supérieur devant impérativement pénétrer intra-muros devra au préalable contacter le service de Police Municipale.

Les véhicules des commerçants ne résidant pas sur la commune sont autorisés à y pénétrer pour l'approvisionnement de leurs commerces : ils ne sont pas autorisés à y stationner.

ARTICLE 7 PASSAGE DES VEHICULES DE SECOURS

Aucun obstacle ne doit se situer à l'intérieur du gabarit de passage des véhicules de secours soit 1,50 mètre de chaque côté de l'axe médian de la voie ouverte à la circulation automobile et 3,50 mètres de hauteur.

ARTICLE 8 STATIONNEMENT ABUSIF

Est considéré comme abusif le stationnement ininterrompu d'un véhicule en un même point de la voie publique ou de ses dépendances. Est considéré comme abusif le stationnement ainsi défini au-delà d'une durée de 48H00 sur l'ensemble des aires de stationnement intra-muros.

ARTICLE 9 VERBALISATION

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des Codes et Règlements en vigueur. Elles feront l'objet d'une verbalisation par les agents du service de la Police Municipale et les Militaires de la Gendarmerie.

ARTICLE 10 SIGNALISATION

La signalisation verticale réglementaire sera mise en place, dans les zones concernées et aux entrées des remparts.

ARTICLE 11 DELAI ET VOIES DE RECOURS

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 12 APPLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
Monsieur le Capitaine, Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,
Monsieur le Commandant du centre de secours de terre de Camargue à Le Grau du Roi,
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale d'Aigues-Mortes,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le jeudi 11 mars 2019.
Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Visa de l'élus référent :

